

La gauche veut décapiter la lutte anticorruption

À savoir

La Première ministre roumaine, Viorica Dancila, se trouvait ces mardi et mercredi à Bruxelles, pour rencontrer les hauts fonctionnaires des institutions européennes. *“C’est le cinquième Premier ministre roumain que je rencontre depuis le début de mon mandat”*, a ironisé le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, pointant ainsi l’instabilité politique du pays.

A propos des réformes judiciaires controversées envisagées par la gauche pouvoir, M. Juncker a souligné que certains politiciens roumains *“donnent l’impression de vouloir prendre des libertés dans l’application stricte des règles de l’état de droit”*. Mais *“je ne suis pas inquiet”*, a-t-il ajouté, puisque *“le président Klaus Iohannis veille, le système judiciaire fonctionne et la Première ministre tient beaucoup à l’état de droit”*.

■ La cheffe du parquet anticorruption est devenue la bête noire des sociaux-démocrates au pouvoir.

■ Le ministre de la Justice devrait se pencher ce jeudi sur le sort de Laura Codruta Kovesi.

■ La société civile s’efforce de défendre l’état de droit face à la gauche; l’Europe s’inquiète.

O n la surnomme la dame de fer de la Roumanie. Depuis cinq ans à la tête du parquet anti-corruption (DNA), Laura Codruta Kovesi a touché aux intouchables de la classe politique roumaine, au point d’en devenir l’épouvantail. Ainsi, le ministre de la Justice Tudorel Toader, mis sous pression par une majorité social-démocrate déterminée à décapiter le DNA, pourrait-il demander ce jeudi sa révocation. Et enclencher le énième rapport de force entre la justice et le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir, suspecté de miner l’état de droit pour se mettre à l’abri de la loi.

Les attaques du PSD contre Laura Codruta Kovesi ne datent pas d’hier, mais depuis qu’il ne compte plus ses membres envoyés derrière les barreaux pour des faits de corruption. *“Ce qu’ils reprochent au DNA, c’est d’exister. Et ce, depuis sa création en 2006”*, résume le politologue Cristian Pirvulescu. Adrian Nastase, ancien Premier ministre socialiste, fut condamné en 2014 à quatre ans de prison ferme pour avoir reçu 630 000 euros de pots-de-vin. Surtout, le DNA a osé s’en prendre à Liviu Dragnea, chef de file des sociaux-démocrates et homme fort du pouvoir, actuellement poursuivi pour abus de pouvoir dans une affaire d’emplois fictifs et enquêté, dans une autre affaire, pour le détournement de 20 millions d’euros de fonds européens.

Cela fait des années que la gauche se dit victime d’un supposé “agenda politique” du DNA, qui abuserait de son pouvoir pour écraser le PSD. Mais depuis deux semaines, les sociaux-démocrates estiment avoir mis la

main sur des preuves concrètes. L’ancien député du PSD, Vlad Cosma, condamné en première instance à 5 ans de prison dans une affaire de corruption, a présenté à la presse des enregistrements de conversations qu’il aurait eues avec des procureurs de la section du DNA de la ville de Ploiesti. Il accuse ainsi l’organe d’avoir cherché à fabriquer, avec son aide, des preuves pour une affaire visant l’ancien Premier ministre social-démocrate Victor Ponta et l’oligarque Sebastian Ghita, actuellement exilé en Serbie pour échapper à la justice. “Hasard” du calendrier : le 19 février, soit quelques jours avant d’avoir diffusé ces enregistrements, Vlad Cosma attendait la sentence définitive de son procès, qui tombera finalement le 5 mars.

Le DNA a répliqué. D’abord, en expliquant que le procureur dont le comportement soulève des questions dans cette affaire a été écarté. Ensuite, en soulignant que ces enregistrements sont le résultat de “collages” effectués par M. Cosma. En juin 2017, d’autres enregistrements dans lesquels M^{me} Kovesi ordonnerait aux procureurs d’impliquer le Premier ministre dans une affaire de corruption avaient été rendus publics. Or l’Inspection nationale d’expertise criminologique a établi par la suite que le matériel avait été édité.

Une campagne de dénigrement

Qu’importe. *“Ces attaques misérables vont continuer sur toutes les chaînes de télévision. L’objectif est de décrédibiliser le*

DNA, d'en faire baisser la popularité. Afin que le jour où la cheffe du DNA sera révoquée, les réactions de la part de la société civile soient minimales", analyse l'eurodéputée Monica Macovei du groupe des Conservateurs et réformistes européens, ancienne ministre de la Justice connue pour avoir mis sur pied le DNA. "C'est une campagne médiatique destinée à justifier le changement de la cheffe du DNA et de la loi encadrant le fonctionnement de l'institution", observe à son tour M. Pirvulescu.

En décembre, le Parlement avait adopté trois lois controversées visant à réformer le système judiciaire. Celles-ci ont fait craindre une réduction des prérogatives du parquet anticorruption, provoquant une levée de boucliers de la société civile (lire ci-dessous) et une réaction de la Commission européenne. La Cour constitutionnelle a finalement invalidé certains aspects de ces projets de loi, les renvoyant au Parlement pour être modifiés en conséquence.

En attendant, à défaut de pouvoir réformer immédiatement en profondeur le fonctionnement du DNA, en changer la direction ferait bien l'affaire. Après tout, "le rôle du leader est crucial. S'il défend l'institution, assure son indépendance et soutient les procureurs, ceux-ci se sentent libres de s'en prendre à des hommes politiques. Ce qui est en jeu, ce ne sont pas des pots-de-vin qu'on file à un contrôleur de train. Mais des affaires de corruption de haut niveau", explique Cristi Danilet, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature.

Ainsi, à l'heure où le PSD cherche à dresser la justice, "Laura Codruta Kovesi est la sorcière qui doit brûler sur le bûcher pour envoyer un signal aux procureurs et aux ma-

gistrats et faire du DNA une institution sage, qui ne dérange personne." Et cela, M^{me} Kovesi ne le sait que trop bien. "Nous assistons à un festival désespéré des inculpés qui veulent humilier la société. Cette attaque [...] cherche à agenouiller la lutte anticorruption", a-t-elle déclaré la semaine dernière.

Les spéculations vont donc bon train quant à la décision qui sera prise, ce jeudi, par le ministre de la Justice. D'une part, faire tomber le symbole de la lutte anticorruption serait un pas décisif dans la "stratégie du gouvernement visant à réduire au silence les voix critiques et les ennemis, publics, politiques ou privés, à savoir la justice, l'opposition et les ONG", explique M. Danilet.

La balle serait dans le camp de Klaus Iohannis

D'autre part, demander la révocation de Laura Codruta Kovesi reviendrait à renvoyer la balle dans le camp du président de centre droit Klaus Iohannis, qui prend la décision finale sur base de la proposition du ministre de la Justice. Or le chef d'Etat a déjà annoncé la couleur. "Le DNA et sa direction font un bon travail et l'attaque lancée à leur encontre par des personnes ayant des démêlés avec la justice ne fait que le confirmer", a-t-il déclaré. Et d'ajouter : "Cela m'étonnerait que M. Toader ait des arguments pour me convaincre du contraire."

Donner l'occasion à Klaus Iohannis d'être le sauveur de l'héroïne de la lutte anticorruption risquerait donc de renforcer la popularité d'un homme qui n'a eu cesse de mettre, seul, en l'absence d'une opposition digne de ce nom, des bâtons dans les roues du PSD.

Maria Udrescu

Un drapeau européen géant pour protéger la société civile

Là été confectionné il y a un an en Roumanie, dans la ville de Galati, réputée comme un fief du Parti social-démocrate au pouvoir. Depuis, il a traversé tout le pays pour s'élever, aux côtés de la société civile, contre les abus du gouvernement de gauche à l'égard de l'état de droit. Il a ensuite traversé les frontières, vers l'Italie, l'Allemagne et même le Royaume-Uni, où il a participé aux manifestations contre le Brexit. Il sera déployé le 23 février en Hongrie, où se déroulera une marche pro-européenne. C'est l'histoire d'un gigantesque drapeau européen de dix mètres sur sept, cousu par Maria Elena Vanghelatou-Dumitrescu, une citoyenne roumaine habitant en Allemagne.

Pour des raisons personnelles, cette traductrice de grec, passionnée par la restauration de meubles, se trouvait en Roumanie en février 2016, lorsque la tentative du gouvernement de décriminaliser,

en catimini, plusieurs faits de corruption a déclenché des manifestations sans précédent aux quatre coins du pays.

Un symbole de valeurs

"J'ai voulu créer un drapeau énorme de l'Union européenne pour qu'il nous protège. Pour envoyer un signal. C'est un symbole de notre volonté d'importer réellement les valeurs européennes en Roumanie et d'éradiquer la corruption. J'ai récolté des fonds et j'ai acheté du matériel", nous a-t-elle expliqué. "Nous avons cherché un grand espace pour l'étendre et positionner les étoiles en cercle. Nous avons essayé de demander à une école générale de Galati d'utiliser son terrain de foot, mais on nous a dit que l'on n'obtiendra jamais l'autorisation de la préfecture qui a la PSD dans la peau. Nous l'avons donc plié en quatre et nous avons cousu les étoiles dans un appartement. On se demandait s'il allait être

ovale, mais nous avons été émus de découvrir que le cercle était parfait.”

Depuis, Maria Elena Vanghelatou-Dumitrescu et son mari Octavian Stanga ont investi leur temps et leur argent pour combattre l'autoritarisme et le populisme qu'ils voient naître en Roumanie et ailleurs par des symboles européens. Ce mardi, ils étaient à Bruxelles pour récupérer, des mains de l'eurodéputé du Parti populaire européen, Siegfried Muresan, un drapeau de l'Union et l'offrir au gouvernement roumain, qui avait omis de

l'afficher lors de son investiture fin janvier.

Un pied-de-nez destiné à mettre le doigt sur la rhétorique antieuropéenne du PSD. *“Ils veulent créer l'impression que l'UE est un ennemi, un pouvoir colonial. Qu'elle force la Roumanie à agir contre sa souveraineté. Non seulement c'est faux. Mais en plus la Roumanie a signé un contrat avec l'UE et se doit d'en respecter les valeurs. Pacta sunt servanda”*, rappelle M. Stanga.

M.U.

10x7

mètres de dimension

Le drapeau a été aperçu dans des manifestations pro-européennes aux quatre coins de l'UE.